RAPPORT DE LA DIXIEME CONFERENCE DES AMBASSADEURS

La Dixième Conférence des Ambassadeurs du Mali s'est tenue à Bamako, du 26 au 29 avril 2006. L'ouverture solennelle de la Conférence a eu lieu au Palais de Koulouba, le mercredi 26 avril 2006 sous le haut patronage du Président de la République, Son Excellence Monsieur Amadou Toumani TOURE, en présence du Premier ministre, Chef du Gouvernement, Monsieur Ousmane Issoufi MAÏGA, des Présidents des Institutions, du Corps diplomatique et consulaire accrédité au Mali et de nombreuses personnalités invitées.

Dans son allocution d'ouverture, le Chef de l'Etat a tout d'abord souhaité une chaleureuse bienvenue à tous les ambassadeurs, consuls généraux et consuls honoraires présents à la Conférence. Il a, ensuite, rendu un vibrant hommage à l'Amicale des anciens Ambassadeurs et Consuls généraux pour le concours appréciable qu'ils apportent au Département des Affaires étrangères et à la jeune génération.

Le Président de la République a souligné l'objet de la Conférence, à savoir engager la réflexion sur les orientations de la politique extérieure du Mali ainsi que sur la modernisation et le renforcement de l'outil diplomatique, et s'est félicité des succès remarquables enregistrés, ces dernières années, par notre diplomatie.

Le texte intégral de l'intervention du Chef de l'Etat figure comme document de travail, en annexe au rapport.

Les travaux de la Conférence se sont poursuivis au Centre international de Conférences de Bamako sous la présidence de Son Excellence Monsieur Moctar OUANE, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

Dans son discours introductif, le Ministre a salué le dévouement et l'engagement de tous ceux qui oeuvrent à la promotion d'une diplomatie active axée sur le développement de notre pays.

Rappelant les priorités de notre politique extérieure, le Ministre a indiqué que la diplomatie malienne sera plus présente sur le terrain économique, en appui aux initiatives du secteur privé, et amplifiera la recherche de partenaires stratégiques et financiers pour des projets d'envergure.

Le Ministre a conclu en rendant un vibrant hommage au Président de la République dont l'aura et le prestige personnel ont largement contribué au rayonnement de notre pays.

La Conférence a mis en place deux ateliers présidés par le Ministre Moctar OUANE, assisté de leurs Excellences Ahmed Mohamed AG HAMANI et Modibo KEITA, anciens Premiers ministres.

ATELIER I : LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE ETRANGERE DU MALI

Président : S.E.M Moctar OUANE, Ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale

Modérateur : S.E.M Ahmed Mohamed AG HAMANI, ancien Premier Ministre

Rapporteur : S.E.M N'Tji Laïco TRAORE, Ambassadeur du Mali au Sénégal

Thème 1 : Mobilisation des financements extérieurs

L'ambassadeur Ibrahim Bocar Ba, dans sa communication, a rappelé le cadre de politique du Gouvernement en matière de mobilisation des financements extérieurs marqué par :

la nécessité de la mise en œuvre des objectifs et stratégies assignés au Gouvernement du Mali par la lettre de cadrage du Président de la République, la Déclaration de politique générale du Premier Ministre, la lettre de mission du Premier Ministre au Ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale et les textes fixant les attributions de celui-ci ;
la tenue programmée cette année à Bamako de la Table Ronde des partenaires au développement du Mali ;
l'exercice en cours sur la programmation du 10ème FED ;
les négociations sur les Accords de Partenariat Economique ;
les conclusions et recommandations issues du récent Sommet des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement ;
les multiples initiatives en cours pour le financement multilatéral du développement.

L'Ambassadeur a articulé son intervention sur les points suivants :

les lignes directrices de la politique du Gouvernement dans le domaine de la mobilisation des ressources extérieures ;
le rôle et les responsabilités des différents acteurs ;
l'expérience de la Mission de Bruxelles.

S'agissant des lignes directrices de la politique du Gouvernement dans le domaine de la mobilisation des ressources extérieures, l'Ambassadeur Ba a

précisé que celles-ci sont consignées dans la lettre de cadrage du Président de la République en date du 23 octobre 2002 actualisée par la feuille de route du 5 mai 2004, qui confère à notre diplomatie « un profil davantage productif, mobilisateurs de ressources... ».

Il a rappelé la pertinence de la mise en œuvre de ces lignes directrices en raison des défis auxquels notre pays est confronté, à savoir :

la forte dépendance du pays de l'Aide Publique au Développement qui intervient à hauteur de 70 à 80% du Budget Spécial d'Investissement (BSI) et pour 20 à 30% du Budget de fonctionnement ;
le faible taux de décaissement estimé à 44,28% au titre du financement extérieur ;
l'insuffisance de coordination des interventions tant au niveau des partenaires au développement que du Gouvernement.

En évoquant le rôle et les responsabilités des différents acteurs, l'orateur a mis en exergue les attributions du Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale qui intervient spécifiquement à la faveur d'un dispositif qui se déploie autour :

des commissions mixtes ;
des revues tripartites organisées dans le cadre du pilotage des résolutions avec le PNUD et des autres agences du système des Nations Unies ;
de la gestion des relations du Mali avec l'Union européenne à travers l'exercice, par le Ministre, de la fonction d'ordonnateur national du FED.

L'Ambassadeur a enfin présenté l'expérience de la Mission de Bruxelles compte tenu du poids de l'Union européenne et de ses Etats membres qui dispensent 56% de l'aide globale dans le monde et 52% des concours financiers en faveur du Mali.

Les débats qui ont suivi ont porté, entre autres, sur :

l'exploitation des opportunités autres que les sources classiques de financements extérieurs ;
le renforcement de la coopération avec les pays émergents (Amérique latine, Asie, pays du Golfe, etc.)
la levée des contraintes qui pèsent sur les investissements ;
l'amélioration de la capacité d'absorption de l'aide ;
le renforcement des capacités des missions diplomatiques et consulaires en vue faire face à ces défis.

Recommandations :

l'institution systématique d'un point de coopération semestriel ;
l'élaboration d'un répertoire des sources de financement et de leurs modes opératoires ;

la transmission systématique aux missions diplomatiques et consulaires, par le Bureau de Presse et de l'Information, des conclusions de toutes les rencontres sous-régionales et internationales qui se tiennent à Bamako ;
la prise en compte des préoccupations du secteur privé dans le programme d'activités annuel du Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale ;
l'organisation d'un séminaire regroupant le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de l'Industrie et le Commerce et le secteur privé sur le commerce extérieur du Mali ;
l'engagement d'une vigoureuse campagne de renforcement et de revalorisation de l'outil statistique national, en vue de conforter l'image du pays dans le cadre du classement selon l'Indice du Développement Humain (IDH) ;
la mise à jour des manuels de procédures avec les partenaires au développement ;
le renforcement de la coopération avec les institutions de financements bilatéraux et multilatéraux du monde islamique ;
la création avec les autres partenaires au développement de cellule d'accompagnement à l'image de la CONFED ;
l'élaboration de dossiers de projets prioritaires convaincants ;
le renforcement de la capacité d'absorption de l'aide publique au développement ;

Thème 2 : Appui au secteur privé :

Ce thème a été présenté par le Ministre de la promotion des investissements et des Petites et Moyennes Entreprises, M. Ousmane THIAM.

En faisant l'historique de son Département, le Ministre a tout d'abord rappelé, qu'après l'éphémère Ministère du Secteur privé, créé aussitôt après les états généraux sur l'industrie, le commerce et l'artisanat en novembre 1991, le Gouvernement s'est résolument engagé en 2002 à instituer un Ministère chargé de la promotion des investissements et du secteur privé. Cette évolution répond aux exigences d'un monde caractérisé par le rôle central du secteur privé dans le développement.

Il a ensuite rappelé les cinq domaines prioritaires assignés à son département, à savoir :

la promotion des investissements et du secteur privé ;
le développement du marché des capitaux et des institutions de financement de l'économie ;
la création d'un climat de confiance entre l'Etat et le secteur privé ;
la simplification des formalités incombant aux entreprises ;
la modernisation du secteur privé.

Il a indiqué que de nombreux programmes d'appui au secteur privé malien ont été mis en œuvre par son département ou sont en cours d'exécution. Il s'agit de :

l'assistance à la création d'entreprise et à la recherche de financement ;
la facilitation de l'accès des entreprises aux services d'appui en gestion ;
l'amélioration de l'environnement des affaires et le soutien aux organisations intermédiaires.

Il a enfin évoqué le Programme décennal de développement du secteur privé qui définit les orientations stratégiques du Gouvernement en vue de la promotion des investissements.

Les débats ont porté sur les questions relatives:

au manque de professionnalisme du secteur privé malien ;
à la définition du rôle des missions diplomatiques dans la promotion des investissements au Mali ;
au manque de synergie entre les actions des secteurs privés malien et étranger ;

Pour le Ministre, la situation d'enclavement du Mali doit être transformée en opportunités d'affaires.

Il a enfin préconisé une véritable révolution des mentalités qui doit se traduire par une agressivité plus accrue des missions diplomatiques et consulaires en direction des investisseurs étrangers.

Recommandations :

la création d'un environnement favorable à l'épanouissement du secteur privé ;
la création d'une synergie entre les secteurs privés malien et étranger ;
la définition du rôle des missions diplomatiques et consulaires dans la lettre de développement du secteur privé en cours d'élaboration ;
l'exploration des opportunités d'investissement au sein de la Umma islamique et avec les pays émergents ;
la création de bureaux d'expansion économique ;
l'amélioration de la circulation de l'information entre les missions diplomatiques et consulaires d'une part, et les structures nationales étatiques et non étatiques en charge de la promotion du secteur privé d'autre part (Chambre de commerce, APCAM) ;
la formation et l'information des opérateurs économiques sur les opportunités d'échanges commerciaux avec différents pays ;
la mise à disposition des missions diplomatiques et consulaires du portefeuille de grands projets d'investissements ;

la mise à disposition des missions diplomatiques et consulaires des informations relatives à la promotion des investissements dans des langues autres que le français ;
le renforcement des structures du Ministère chargé de la Promotion des Investissements en vue de tirer le meilleur profit des opportunités offertes par l'AGOA .

Thème 3 : Action culturelle internationale du Mali

Ce thème a été introduit par le Ministre de la culture, M. Cheick Oumar SISSOKO.

Dans sa présentation, le Ministre de la Culture considère la culture comme un facteur de développement économique, de stabilité et de sécurité qui permet une meilleure lisibilité de la politique extérieure du Mali.

Pour le Ministre, l'Afrique doit comprendre qu'il existe une économie de la culture qui génère beaucoup de ressources et d'emplois. Selon une étude de la CNUCED, la culture contribue pour 50 milliards de FCA au PIB du Mali. Toutefois, cette économie a besoin d'être structurée et requiert de ce fait une plus grande professionnalisation du secteur.

Il a indiqué que dans notre action culturelle internationale, la force de gestes, de mots, d'attitudes qui portent une part du destin de l'humanité doit être largement connue afin de les réintégrer dans la grande conversation mondiale que les hommes commencent à engager entre eux à la faveur des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

La richesse et la diversité culturelles de notre pays doivent être protégées et promues par :

le maillage du territoire de manifestations culturelles et artistiques dans nos aires culturelles et à nos frontières ;
le reflet d'une tradition d'ouverture aux autres avec le maintien et la création de grandes rencontres internationales.

Le Ministre a rappelé les nombreuses activités menées par son département et qui ont contribué au rayonnement de la culture malienne sur la scène internationale. Il a conclu en indiquant que la culture devrait constituer un instrument de la diplomatie au service du développement économique de notre pays.

Les débats ont essentiellement porté sur les meilleurs moyens de promouvoir la culture malienne dans le monde, notamment en Afrique centrale et australe, et en Asie.

Il a été évoqué également :

la coordination des actions menées par les ministères de la culture, de l'artisanat et du tourisme, et de l'industrie et du commerce ;
la nécessité de la prise en compte des valeurs culturelles aux côtés des biens et services culturels générateurs de revenus.

Recommandations :

la mise en œuvre des accords de coopération culturelle existants et la conclusion de nouveaux accords avec d'autres pays d'Afrique et du monde arabe ;
le renforcement des capacités du Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale ainsi que des missions diplomatiques et consulaires en matière de promotion de la culture malienne ;
la mise à disposition des missions diplomatiques et consulaires de dépliants et de prospectus dans les domaines de la culture et du tourisme ;
l'organisation de manifestations culturelles en marge des grandes rencontres internationales qui se tiennent au Mali et à l'occasion des visites du Président de la République à l'étranger ;
l'implication des missions diplomatiques et consulaires dans la recherche de financement des industries culturelles et dans le domaine de la formation.

Thème 4 : Encadrement et rôle des maliens de l'extérieur dans le processus de développement du Mali

Dans son exposé, le Ministre des maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine, M. Oumar Hamadou DICKO, a rappelé que le Mali est un vieux pays de forte tradition d'émigration et d'immigration dont les causes sont à la fois internes et externes.

Il a estimé à 4 millions environ, le nombre de migrants maliens répartis entre l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, les pays Arabes, l'Europe et le continent américains.

S'agissant de leur encadrement, il a évoqué les deux dispositifs existants que sont : le Ministère des maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine et le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur.

Ces deux dispositifs ont pour missions :

la protection et la défense des intérêts des Maliens de l'extérieur ;
la définition et la mise en œuvre des politiques visant à assurer la participation des maliens de l'extérieur aux actions de développement et à faciliter leur réinsertion ;
la mise en œuvre de la politique d'intégration africaine.

Le Ministre a indiqué que les Maliens de l'extérieur disposent des atouts suivants en termes de participation au processus de développement du pays :

le capital financier, notamment les transferts considérables de fonds vers les pays d'origine ;
les compétences techniques, acquises à la faveur de la connaissance et de l'expérience accumulée dans les pays de résidence au sein des Organisations internationales ou dans les entreprises publiques et privées.

L'implication de la diaspora dans le processus de développement du Mali se traduit également par :

la défense d'intérêts de groupements du pays d'origine dans les pays d'accueil ;
le renforcement des échanges commerciaux entre les pays d'origine et pays d'accueil ;
le programme TOKTEN ;
le co-développement ;
la coopération décentralisée.

Il a évoqué la possibilité pour la diaspora malienne de contribuer à la mise en œuvre du NEPAD dans des domaines tels que la recherche, l'éducation, l'agriculture et la mobilisation de l'épargne.

Abordant le phénomène migratoire qu'il considère comme étant quasi planétaire, le Ministre des Maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine a souligné la nécessité d'une plus grande concertation et une véritable coopération entre pays d'origine, de transit et d'accueil ainsi qu'avec les organisations internationales telles que l'Union africaine, l'Unio